

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Déry, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Municipalité de La Pêche pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature _____ Date 29 septembre 2023

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité de La Pêche

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de La Pêche (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2022 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation-information financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants ou appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevée que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments de contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Samson et associés CPA consultation Inc.
Par Mathieu Farley, CPA auditeur
Gatineau, le 25 septembre 2023

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	17 478 243	18 896 064	18 659 880	844 289	19 504 169
Investissement	2	302 925		741 311	778	742 089
	3	17 781 168	18 896 064	19 401 191	845 067	20 246 258
Charges	4	17 994 449	17 545 527	19 114 348	816 158	19 930 506
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(213 281)	1 350 537	286 843	28 909	315 752
Moins : revenus d'investissement	6	(302 925)	()	(741 311)	(778)	(742 089)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(516 206)	1 350 537	(454 468)	28 131	(426 337)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 897 898		1 879 610	68 612	1 948 222
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			170 979		170 979
Remboursement de la dette à long terme	10	(1 069 553)	(1 113 158)	(1 048 144)	()	(1 048 144)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(215 460)	(825 500)	(292 500)	(70 279)	(362 779)
Excédent (déficit) accumulé	12	102 891	338 121	424 822		424 822
Autres éléments de conciliation	13		250 000	(134 785)		(134 785)
	14	715 776	(1 350 537)	999 982	(1 667)	998 315
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	199 570		545 514	26 464	571 978

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	795 903	1 458 825	1 590 619
Débiteurs	2	4 397 267	4 026 544	4 386 356
Placements de portefeuille	3			
Autres	4			
	5	5 193 170	5 485 369	5 976 975
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	8 834 497	12 872 905	12 872 905
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	5 789 610	4 358 851	5 429 885
	10	14 624 107	17 231 756	18 302 790
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(9 430 937)	(11 746 387)	(12 325 815)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	31 129 241	33 656 526	34 573 468
Autres	13	273 783	348 790	349 201
	14	31 403 024	34 005 316	34 922 669
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	1 057 334	935 442	966 683
Excédent de fonctionnement affecté	16	309 003	220 998	292 034
Réserves financières et fonds réservés	17	495 165	475 869	475 869
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (1 377 441)(1 377 441)(1 377 441)(
Financement des investissements en cours	19	(3 202 578)	(3 376 145)	(3 376 145)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	24 690 604	25 380 206	25 615 854
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	21 972 087	22 258 929	22 596 854

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Divers	23	42 655	51 264
▪ Égoûts et pompes Wakefield	24	95 141	174 537
▪ Internet	25	83 202	83 202
▪	26		
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	220 998	309 003
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	71 036	98 231
	34	292 034	407 234
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
Organismes contrôlés et partenariats ¹	35	475 869	495 165
	36		
	37	767 903	902 399

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	12 872 905
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	12 872 905

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	61 100	61 100
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	11 276 977	7 116 382
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	695 700	763 400
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	839 128	893 615
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	12 872 905	8 834 497

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	13 326 540	14 624 937	14 364 037	14 364 037
Compensations tenant lieu de taxes	13	372 845	365 789	459 675	459 675
Quotes-parts	14				301 685
Transferts	15	1 506 225	1 434 321	1 361 533	1 612 106
Services rendus	16	344 811	446 945	373 413	476 296
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 721 692	1 912 569	1 609 668	1 609 668
Autres	18	206 130	111 503	491 554	680 702
	19	17 478 243	18 896 064	18 659 880	19 504 169
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	49 392		152 433	153 211
Autres	23	253 533		588 878	588 878
	24	302 925		741 311	742 089
	25	17 781 168	18 896 064	19 401 191	20 246 258

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
Administration générale	1	2 953 616	62 742	3 016 358	3 308 876	2 985 990
Sécurité publique						
Police	2	3 034 159		3 034 159	3 034 159	2 870 312
Sécurité incendie	3	873 954	244 079	1 118 033	1 118 033	1 131 589
Autres	4	55 938		55 938	55 938	64 643
Transport						
Réseau routier	5	4 351 122	1 126 199	5 477 321	5 477 321	5 602 194
Transport collectif	6	342 220		342 220	832 109	760 494
Autres	7				33 751	25 430
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	222 089	111 751	333 840	333 840	301 394
Matières résiduelles	9	2 128 197		2 128 197	2 128 197	1 691 278
Autres	10	83 967		83 967	83 967	118 809
Santé et bien-être	11	155 989		155 989	155 989	97 385
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 037 443	8 094	1 045 537	1 045 537	973 269
Promotion et développement économique	13	21 711		21 711	21 711	32 665
Autres	14	14 623		14 623	14 623	41 442
Loisirs et culture	15	1 684 269	326 745	2 011 014	2 011 014	1 780 869
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	275 441		275 441	275 441	224 168
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	17 234 738	1 879 610	19 114 348	19 930 506	18 701 931
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 879 610 (1 879 610)			
	21	19 114 348		19 114 348	19 930 506	18 701 931

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021		Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	302 925	741 311	778	742 089
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (3 976 459)(4 501 161)(70 280)(4 571 441)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 () () () ()
Financement à long terme des activités d'investissement	4		1 074 421		1 074 421
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	215 460	292 500	70 279	362 779
Excédent accumulé	6		20 347		20 347
	7	(3 760 999)	(3 113 893)	(1)	(3 113 894)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(3 458 074)	(2 372 582)	777	(2 371 805)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14